

info-palestine.eu

Retour aux sources du conflit israélo-palestinien – dissiper l'écran de fumée

Jeudi 17 décembre 2015 - Sami Al-Arian

Il arrive très souvent qu'Israël et ses suppôts dans les sphères politiques et médiatiques tentent d'occulter les faits essentiels sur la nature et l'histoire du conflit.

Dans son roman 1984 George Orwell a introduit le lexique du double langage de Big Brother dans lequel « La guerre, c'est la paix ; la liberté, c'est l'esclavage ; et l'ignorance, c'est la force. » Aujourd'hui on peut enrichir ce novlangue orwellien d'une foule d'expressions en puisant dans le discours des milieux politiques occidentaux et dans la couverture que font les principaux médias de la Palestine, d'Israël et du sionisme politique. Parmi ces expressions qui refléteraient parfaitement ce discours politique et médiatique, on pourrait trouver : « le racisme, c'est la démocratie ; la résistance, c'est du terrorisme, l'occupation, c'est la félicité. »

Si on devait se fier uniquement aux organes de presse occidentaux comme source d'information sur la situation de plus en plus explosive dans les territoires palestiniens occupés, notamment à Jérusalem, on serait déconcerté par la façon dont sont présentés les victimes et les oppresseurs, mais on en perdrait également son latin quant à l'histoire et la nature du conflit lui-même.

Par exemple, au cours des quelques dernières semaines, dans leur couverture du dernier soulèvement palestinien, la plupart des principaux médias occidentaux, comme le New York Times, CNN, FOX, et la BBC, n'ont virtuellement jamais cité les mots « occupation israélienne, » ou « colonies de peuplement israéliennes illégales. » Ils ne mentionnent que très rarement, voire pas du tout, le fait que Jérusalem est sous le contrôle illégal d'Israël depuis les 48 dernières années, ou que les derniers affrontements furent déclenchés suite aux tentatives d'Israël de modifier le statu quo et de soumettre les lieux saints islamiques situés dans l'enceinte de la vieille ville à une autorité conjointe.

Il arrive très souvent qu'Israël et ses suppôts dans les sphères politiques et médiatiques tentent d'occulter les faits essentiels sur la nature et l'histoire du conflit. Toutefois, nonobstant ces tentatives, ce conflit n'est ni compliqué, ni multi-centenaire. C'est au contraire un phénomène moderne qui remonte à un siècle, et qui a surgi comme conséquence directe du sionisme politique.

Ce mouvement, fondé par le journaliste laïc Théodore Herzl à la fin du 19^{ième} siècle, n'a cessé d'essayer de transformer le judaïsme de l'une des grandes traditions religieuses du monde en mouvement

ethnique nationaliste avec l'objectif de faire converger les juifs du monde entier vers la Palestine, la soumettant parallèlement à une purification ethnique en chassant sa population autochtone de la terre de ses ancêtres. Voilà l'essence même du conflit, et donc les politiques mises en œuvres par Israël et ses actes ne peuvent être compris qu'en reconnaissant cette réalité.

Il pourrait être compréhensible, même si c'est odieux, qu'Israël et ses défenseurs sionistes fassent circuler une version frauduleuse de l'histoire et des événements pour promouvoir leurs objectifs politiques. Mais il n'est pas compréhensible que ceux qui disent prôner l'État de droit, croire au principe de l'autodétermination, et se prononcer pour la liberté et la justice se laissent avoir par cette propagande ou en deviennent ses complices volontaires.

En suivant une bonne partie de la couverture médiatique ou des l'analyses politiques du conflit on est frappé par l'absence de contexte historique, la non prise en compte délibérée des faits empiriques, et le mépris pour les précédents et les concepts juridiques établis.

Les territoires palestiniens sont-ils contestés ou occupés ? Les Palestiniens ont-ils le droit légitime, inscrit dans le droit international, de résister à leur occupant, y compris par la lutte armée, ou bien est-ce que toute forme de résistance est vue comme du terrorisme ? Israël a-t-il un droit quelconque sur la vieille ville de Jérusalem et ses alentours historiques et religieux ? Le prétendu « cycle de violence » qui s'éternise est-il vraiment dû en proportions égales aux deux camps qui s'affrontent ? Israël est-il une réelle démocratie ? Le sionisme politique devrait-il être traité comme un mouvement légitime de libération (et de qui ?) et ses manifestations extrêmement racistes ignorées ? Israël cherche-t-il sincèrement une solution pacifique au conflit ? Les États-Unis peuvent-ils jouer le rôle d'honnête médiateur de la paix qu'ils se sont continuellement proclamés être dans la région ?

Des réponses concrètes à ces questions dissiperait sans nul doute le brouillard et permettraient aux observateurs objectifs d'accéder non seulement à une compréhension complète du conflit, mais aussi de déterminer en toute connaissance de cause quelles politiques et actions sont nécessaires pour y mettre un terme.

Occupation, auto-détermination, et droit international

Que les territoires saisis par Israël en juin 1967, y compris Jérusalem-Est, soient occupés ne devrait faire l'objet d'aucune contestation. Des dizaines de résolutions de l'ONU ont été adoptées depuis novembre 1967, y compris des résolutions contraignantes du Conseil de Sécurité exigeant d'Israël de se retirer des territoires occupés, auxquelles l'État sioniste a obstinément refusé de se soumettre.

En fait, s'il y avait des territoires « contestés », ce devrait être ces territoires palestiniens qu'Israël a pris en 1948, au cours d'une

campagne de terreur, de massacres, et de conquêtes militaires, qui se sont traduites par l'expulsion de force, tout à fait illégale, de plus de 800 000 Palestiniens de leur maison, village, et ville, afin de faire de la place pour des milliers de juifs venant d'Europe et d'autres parties du monde. En conséquence, la résolution 194 de l'ONU stipulait que ces « réfugiés palestiniens qui souhaitent rentrer chez eux ...soient autorisés à le faire. » Voilà 67 ans que cette résolution reste lettre morte. Il est également incontestable en droit international qu'Israël est un occupant belligérant, ce qui doit déclencher l'application de toutes les conventions de Genève pertinentes, car le peuple palestinien est sous occupation puisque leur « territoire est effectivement placé sous l'autorité d'une armée hostile. »

En outre, le droit à l'auto-détermination du peuple palestinien et son droit de résister à l'occupant par tous les moyens sont bien établis en droit international. En 1960 ; la résolution 1514 de l'ONU a adopté la « Déclaration sur l'octroi de l'Indépendance aux pays et peuples coloniaux. »

Elle stipulait que « Tous les peuples ont le droit de libre détermination », et que « La sujétion des peuples à une subjugation, à une domination et à une exploitation étrangères constitue un déni des droits fondamentaux de l'homme, et est contraire à la Charte des Nations Unies. » Dix ans plus tard l'ONU adoptait la résolution 2625 qui appelait ses membres à soutenir les peuples colonisés ou les peuples sous occupation contre leurs colonisateurs et occupants.

En fait, la résolution 3246 de l'ONU réaffirmait en 1974 « la légitimité de la lutte des peuples pour se libérer de la domination coloniale et étrangère et de l'emprise étrangère par tous les moyens en leur pouvoir, y compris la lutte armée. » Quatre ans plus tard, la résolution 33/24 de l'ONU confirmait aussi fermement « la légitimité de la lutte des peuples pour l'indépendance, l'intégrité territoriale, l'unité nationale et la libération de la domination coloniale et étrangère et de l'occupation étrangère par tous les moyens en leur pouvoir, en particulier la lutte armée, » et « condamne énergiquement tous les gouvernements » qui ne reconnaissent pas « le droit à l'autodétermination du peuple palestinien. »

Quant à Jérusalem occupée, le Conseil de Sécurité de l'ONU a adopté en 1980 deux résolutions contraignantes (476 et 478) par 14 voix contre 0 (les EU se sont abstenus et n'ont pas opposé leur veto à aucune des deux résolutions.) Les deux résolutions condamnaient la tentative d'Israël de modifier « le caractère physique, la composition démographique, la structure institutionnelle et le statut de la ville sainte de Jérusalem. »

Elles réaffirmaient également « la nécessité impérieuse de mettre fin à l'occupation prolongée des territoires arabes occupés par Israël depuis 1967, y compris Jérusalem, » et interpellaient Israël en tant que « puissance occupante. » Elles considéraient, en

outre, que tout changement à la ville de Jérusalem constituait « une violation du droit international. »

Vivant sous une occupation brutale depuis presque un demi-siècle, sans aucune perspective de sa fin, le peuple palestinien en particulier à Jérusalem, a depuis la fin de septembre lancé de nouvelles protestations de masse contre les dernières incursions israéliennes sur les lieux saints. Il s'est à nouveau révolté contre l'occupation.

Suite à cela, l'armée israélienne, aidé par des milliers de colons armés et infestant la Cisjordanie, a intensifié l'usage de la violence, faisant plus de 100 morts, 2200 blessés et procédant à 4000 kidnappings en moins de deux mois. L'armée israélienne et les bandes armées des colonies, en complète violation du droit international et des conventions de Genève, ont régulièrement recours à toute une panoplie de moyens violents pour forcer les Palestiniens à l'exil ou les contraindre à la soumission face à l'occupation.

Les méthodes brutales israéliennes comprennent :

- la violence et la provocation des colons sous la protection complète de l'armée
- les violences contre les enfants, y compris les enlèvements, les meurtres, allant jusqu'à arrêter des enfants aussi jeunes que 5 ans
- le meurtre de nourrissons en les brûlant vifs
- l'utilisation constante des démolitions de maisons comme punitions collectives
- l'utilisation des peines de prison largement excessives pour des acte de défiance comme jeter des pierres
- envahir et ravager des sites religieux vénérés
- et cibler délibérément des journalistes qui osent défier la propagande israélienne.

Le peuple palestinien - sous occupation ou sous blocus, en exil et empêché par Israël de retourner dans ses foyers, privé de son droit à l'autodétermination - a le droit légitime de résister à l'occupation militaire et de manifester pour protester contre le déni de sa liberté et de ses droits humains, la confiscation de ses terres, ou la construction et l'expansion des colonies israéliennes sur le sol de sa patrie.

Bien que la plupart des Palestiniens optent pour l'utilisation de la résistance non violente comme tactique contre la brutalité de l'occupation, le droit international ne limite pas la résistance à l'utilisation de moyens pacifiques. En substance, le droit à la résistance armée est légitime, sous réserve du droit international humanitaire, et est inscrit dans le droit international et ne peut être refusé à personne, dont les Palestiniens dans leur lutte pour gagner leur liberté et exercer leur droit à l'autodétermination.

En outre, le droit international ne confère aucun droit à la puissance occupante d'utiliser la force contre les populations sous occu-

pation afin de maintenir et renforcer sa main-mise, y compris en situation dite d'auto-défense. En bref, les agresseurs et les voleurs de terres n'ont par définition pas le droit à l'usage de la force pour dominer leurs victimes.

Par conséquent, comme une question de principe inscrite dans le droit international, les attaques contre des cibles militaires, y compris des soldats, des bandes de colons armés ou des institutions agissant pour l'occupation, sont légitimes et aucune action de résistance, qu'elle soit non-violente ou non, ne peut être condamnée ou qualifiée de terrorisme.

En outre, la validité de l'utilisation de la lutte armée contre l'oppression et le déni des droits politiques par des régimes tyranniques et colonialistes, est bien établie. Le patriote Patrick Henry avait rallié ses compatriotes avant la Révolution américaine en 1775 dans son appel fameux « donner la liberté ou donnez-moi la mort ».

L'icône des droits civiques Martin Luther King, Jr. a même rejeté le pacifisme face à l'agression. Il ne doutait pas de son importance tactique quand il a déclaré : « Je soutiens que le débat sur la question de la légitime défense est inutile puisque peu de personnes suggèrent que les Noirs ne devraient pas se défendre individuellement lorsqu'ils sont agressés. La question n'est pas de savoir si on doit utiliser une arme lorsque sa maison est attaquée, mais si c'est tactiquement sage d'utiliser une arme à feu alors que l'on participe à une manifestation organisée. »

Mahatma Gandhi a considéré la résistance active comme plus honorable que le pacifisme quand il a dit : « Je préférerais que l'Inde ait recours aux armes pour la défense de son honneur que de la voir, lâchement, devenir ou rester un témoin impuissant de son propre déshonneur. »

Nelson Mandela a lui aussi réfléchi sur cette question quand il a affirmé qu'il avait eu recours à la lutte armée lorsque « toutes les autres formes de résistance étaient impossibles », et il a exigé que le régime de l'apartheid « garantisse la liberté politique » aux noirs avant d'appeler ses compatriotes à suspendre la lutte armée.

Par conséquent, le débat sur l'opportunité de l'utilisation de la résistance armée contre l'occupation israélienne pour faire avancer la cause de la justice pour les Palestiniens, n'est pas autour de la légitimité, mais plutôt de la meilleure stratégie politique à la lumière du déséquilibre existant entre la puissance militaire israélienne et un soutien public et massif des peuples autour du monde pour leur juste lutte.

Pourtant, la réalité du conflit révèle que le peuple palestinien a été massivement soumis aux impitoyables violences et agressions israéliennes depuis 1948. À l'exception de la guerre de 1973 (initiée par l'Égypte et la Syrie afin de reprendre les régions perdues dans la guerre de 1967) chaque guerre israélo-arabe dans les sept dernières décennies ('48, '56, '67, '78, '82, '02, etc.) a été lancée par Israël et a abouti à plus de déracinement et de misère pour les

Palestiniens. Et depuis 2008, Israël a lancé trois guerres brutales contre Gaza, avec chaque fois des conséquences dévastatrices.

Dans la guerre de l'hiver 2008/2009, Israël a assassiné 1417 Palestiniens et a perdu 13 personnes dont 9 soldats. Dans la guerre de 2012, Israël a assassiné 167 Palestiniens et a perdu 6 personnes dont 2 soldats. Et dans la guerre de 2014, Israël a assassiné 2104 Palestiniens, dont 539 enfants, transformant 475 000 personnes en sans-abri, détruisant 17500 maisons et endommageant 244 écoles et des dizaines d'hôpitaux et de mosquées. Dans cette guerre Israël a perdu 72 personnes dont 66 soldats. En bref, depuis la fin 2008 Israël a assassiné 3688 Palestiniens dans ses trois guerres déclarées et a perdu 91 personnes dont 77 soldats.

Le ciblage honteux et délibéré des enfants palestiniens a été amplement documenté puisque plus de deux mille d'entre eux ont été tués par Israël depuis 2000. Cette utilisation massive par Israël d'une violence délibérée contre les Palestiniens, en particulier dans la bande de Gaza (qui sous un blocus paralysant depuis 2007) a été étudiée et qualifiée de constitutive de crimes de guerre, et condamnée par l'ONU dans le rapport Goldstone ainsi que par d'autres organisations comme Amnesty International et Human Rights Watch.

Le processus d'Oslo en 1993 a vu la promesse de mettre fin à des décennies d'occupation israélienne. Mais le processus a été truqué dès le départ, comme bon nombre des participants l'ont admis récemment. C'était un stratagème israélien pour mettre fin à la première révolte palestinienne et donner à Israël la marge de manœuvre dont il avait besoin pour coloniser de façon agressive et de façon permanente la Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est.

C'était un accord avec un rapport des forces totalement inégal, un côté tenant toutes les cartes en main et ne faisant aucune réelle concession et un autre beaucoup plus faible et dépouillé de tous ses atouts dans la négociation. Pendant cette période, le nombre de colonies de peuplement en Cisjordanie a plus que doublé et le nombre de colons a augmenté de plus de sept fois pour arriver aujourd'hui à plus 600 000, y compris à Jérusalem-Est.

Le monde n'a qu'à écouter Benjamin Netanyahu pour savoir qu'Israël n'a aucune intention de se retirer ou de mettre fin à son occupation. Lors de son premier passage au pouvoir comme premier ministre, Netanyahu (montré ici dans une vidéo), alors qu'il visitait une colonie en 2001, a affiché sa véritable intention de voler jusqu'à 98% des territoires palestiniens en Cisjordanie et à mettre fin au processus d'Oslo. Pensant être à l'abri des micros, il a parlé franchement à un groupe de colons de sa vision stratégique, de ses plans et tactiques.

Dans sa vision, il leur a assuré que « les colonies sont ici. Elles sont partout. » Il a déclaré : « J'ai stoppé l'application des accords d'Oslo. Il vaut mieux donner 2% que 100%. Vous avez donné 2%, mais vous avez arrêté le retrait. » Il a ensuite ajouté : « J'ai imposé

ma propre interprétation des accords de manière à cesser la course vers un retour aux frontières de 1967 ».

Quant à la tactique, Netanyahu a librement avoué son objectif de causer tant de douleur aux Palestiniens qu'ils se soumettront à l'occupation plutôt que de résister. Il a déclaré : « La chose principale est de les frapper non pas une fois mais plusieurs fois si douloureusement que le prix qu'ils paient sera insupportable, les amenant à craindre que tout est sur le point de s'effondrer. » Quand il lui a été rétorqué qu'une telle stratégie pourrait entraîner le monde à considérer Israël comme l'agresseur, il dédaigneusement répondit : « Ils peuvent dire ce qu'ils veulent. »

Il a également laissé entendre qu'il n'était nullement préoccupé par une pression américaine, affirmant qu'il pouvait facilement manipuler le principal bienfaiteur d'Israël quand il a déclaré que « l'Amérique est quelque chose que vous pouvez facilement manœuvrer et pousser dans la bonne direction. Je n'ai pas peur d'affronter Clinton. Je n'ai pas peur d'aller contre l'ONU. »

Même si les dirigeants du monde considèrent Netanyahu comme un « menteur » et qu'ils « ne peuvent pas le supporter », comme indiqué dans cet échange entre l'ancien président français Sarkozy et Barack Obama, aucun dirigeant occidental ne se dressera contre Israël, même si un parlementaire britannique a déclaré que 70% des Européens considèrent Israël comme un « danger pour la paix dans le monde. »

Mais les postures expansionnistes et les politiques d'obstruction des dirigeants israéliens ne sont pas limitées à la droite israélienne. L'ancien dirigeant travailliste Ehud Barak a été tout autant déterminé en 2000 à Camp David pour ne pas se retirer de la Cisjordanie, de Jérusalem, ou démanteler les colonies.

Pendant des décennies, le monde a attendu qu'Israël décide de son destin en choisissant deux parmi les trois éléments le définissant : son caractère juif, sa prétention à la démocratie, et les terres du prétendu « Grand Israël ». Si cet État choisi de conserver sa majorité juive et prétend être démocratique, il doit alors se retirer des terres qu'il occupe depuis 1967. S'il insiste sur l'accaparement des terres tout en ayant une démocratie, il doit intégrer ses populations arabes dans un État laïc, tout en abandonnant son exceptionnalisme juif.

Pourtant, malheureusement - mais fidèlement à sa nature sioniste - Israël a choisi de maintenir son exclusivité juive sur l'ensemble de la Palestine historique, et de se transformer manifestement en un État d'apartheid.

Pendant plus d'un siècle, le Sionisme politique a suscité des passions et des émotions intenses chez les deux parties constituant le conflit israélo-palestinien, à savoir ses fervents défenseurs d'une part, ses détracteurs et ses malheureuses victimes d'autre part. Les Sionistes saluent leur entreprise qu'ils considèrent comme un mouvement de libération nationale pour le peuple juif, tandis que leurs

opposants y voient une idéologie raciste condamnable qui, pour atteindre ses objectifs, a pratiqué le nettoyage ethnique, a institué la discrimination religieuse et raciale et a commis des crimes de guerre.

Le sionisme politique et la véritable nature de l'État Israélien

En date du 10 novembre 1975, l'Assemblée Générale des Nations Unies avait adopté la Résolution 3379 qui définit le Sionisme comme « forme de racisme et de discrimination raciale. » Toutefois, cette définition a été, seize ans plus tard, annulée du fait des pressions considérables exercées par les Etats-Unis et d'autres pays Occidentaux au lendemain de la Première Guerre du Golfe en 1991.

Très souvent, le public est privé d'informations non filtrées au sujet de la nature réelle du Sionisme politique ainsi que de son État déclaré. Et malheureusement, les conglomerats médiatiques couvrent rarement cet aspect du conflit, une omission qui contribue davantage à mettre le public dans un état de confusion et d'exaspération.

Depuis sa création en 1948, Israël a adopté des lois et a mis en œuvre des politiques qui ont institutionnalisé la discrimination contre sa minorité Arabe Palestinienne. A la suite de son invasion de 1967, il a institué un régime d'occupation militaire qui, au fil du temps, n'a cessé de piétiner les droits civils et humains les plus basiques de quelques millions de Palestiniens dont la population dépasse actuellement le nombre des Juifs israéliens dans le pays, au sein de la Palestine historique.

En outre, au mépris du droit international, Israël a refusé obstinément d'autoriser les descendants du peuple Palestinien qui fut expulsé en 1948 et en 1967 de retourner dans leurs maisons, alors qu'il ouvre grandes les portes du pays devant des millions de personnes, de nationalités différentes, en leur offrant la citoyenneté de l'État d'Israël dès leur arrivée, simplement parce qu'ils sont de confession juive.

De Ben Gourion à Netanyahu, tous les dirigeants Sionistes n'ont cessé de répéter qu'Israël représente une démocratie semblable aux autres démocraties libérales Occidentales. Pour analyser cette allégation et illustrer la nature de l'État Sioniste moderne, rien de tel qu'une analogie comparative qui s'apparente à ce qui a été avancé dans le livre de l'historien Israélien Shlomo Sand.

Imaginons un instant qu'un pays Occidental qui prétend être une démocratie, à l'instar des Etats-Unis et la Grande-Bretagne, vienne à changer officiellement sa constitution et son système pour devenir un État du *WASP* (**White Anglo-Saxon Protestants / Anglo-Saxon protestant blanc**). Cela voudra dire que même ses citoyens Africains, Hispaniques, Asiatiques, Catholiques, Juifs, Musulmans et bien d'autres minorités qui continueraient d'avoir le droit de voter, d'occuper des fonctions politiques et de jouir de

quelques droits civils et sociaux, devraient se soumettre à la nouvelle nature et au caractère exclusif de l'État WASP.

De plus, à l'exception de la catégorie de citoyens WASP, aucun autre citoyen ne serait autorisé à acheter ou vendre n'importe quelle parcelle de terrain. Il y aurait même des lois constitutionnelles permanentes qui interdiraient à tout WASP de vendre des biens à n'importe quel membre d'une autre ethnie ou religion dans le pays. Son Congrès ou son parlement adopterait des lois qui interdiraient également le mariage des WASP avec une personne étrangère à sa classe sociale ; et si un tel mariage « illégal » venait à se produire, il ne serait pas reconnu par l'État.

S'agissant de l'immigration, seuls les WASP des quatre coins du monde seront les bienvenus. En fait, les WASP du monde entier demandant la citoyenneté immédiate dès leur arrivée dans le pays, avec tous les avantages économiques et sociaux accordés par l'État ne rencontreront aucune restriction, contrairement aux autres ethnicités qui revendiqueront le même droit.

En outre, la plupart des minorités dans le pays serait soumise à certaines politiques « de sécurité » afin de faire place aux WASP devant arriver de l'étranger. Ainsi, dans de nombreuses parties du pays, il y aurait des colonies construites uniquement pour les nouveaux colons WASP et, par voie de conséquence, les populations qui n'appartiennent pas à la catégorie WASP seraient interdites d'accéder à ces colonies ou devraient être déplacées ailleurs. Dans ces nouvelles colonies, l'État aura à désigner des routes, des écoles, des cliniques médicales, des centres commerciaux et des parcs ou piscines destinées exclusivement aux citoyens WASP.

Il y aurait également un système de santé, un système éducatif, un système juridique pénal et un système d'assistance sociale à deux vitesses. Et dans ce double système, par exemple, si un citoyen WASP agresse ou tue un citoyen non WASP, il ne serait puni que par une petite amende ou bien une peine légère ne dépassant pas quelques années. Cependant, si un citoyen non WASP tue un WASP, même accidentellement, il écoperait systématiquement d'une peine d'emprisonnement à perpétuité.

Dans ce système où, bien évidemment, le personnel composant la police est exclusivement issu de la communauté WASP, la Cour Suprême autoriserait systématiquement le recours à la torture contre tout citoyen non WASP si tel a été l'appréciation des agents de sécurité. Un tel système serait évidemment très raciste, manifestement criminel et complètement odieux et répugnant que nul ne serait prêt à le soutenir ou le défendre. Pensez-vous qu'un régime pareil puisse exister, voire accepté dans le monde actuel ?

Je me rends compte que certaines personnes peuvent prétendre que la plupart de ces pratiques ont en réalité été, dans le passé, adoptées contre certains segments de la population dans les sociétés Occidentales. Néanmoins, aucun gouvernement n'osera, aujourd'hui, adopter ce modèle ni défendre ses politiques.

Pourtant, à cause de la nature Sioniste de l'État d'Israël, cet exemple absurde est en fait une réalité indéniable et dont les degrés d'application varient au quotidien des familles Palestiniennes, qu'ils soient des citoyens insignifiants du pays, vivant sous occupation ou sous blocus, ou alors ceux qui, des décennies durant, sont interdits et empêchés de retourner chez eux, dans leurs maisons, villes et villages. Un tel système ne serait pas seulement condamnable, mais aucun être humain digne et décent ou alors un pays respectueux de l'État de droit ne devrait s'y associer ou alors le tolérer.

Le caractère raciste de l'État sioniste a, depuis ses débuts, été condamné par d'éminents intellectuels juifs. Dans leur écrit datant de 1948, Albert Einstein et Hannah Arendt avaient condamné les leaders Sionistes d'Israël qui « avaient ouvertement prêché la doctrine de l'État Fasciste. » Le scientifique et penseur israélien Israël Shahak considérait Israël comme « un État raciste au sens fort du terme, où l'on pratique la discrimination contre les Palestiniens de la manière la plus permanente et la plus légale qui soit, et dans tout ce qui concerne les aspects fondamentaux de la vie, seulement à cause de leur origine. »

Noam Chomsky, intellectuel Américain de renommée mondiale considère que les actions israéliennes en Palestine sont « pires que l'Apartheid » qui a dans le passé rongé l'Afrique du Sud. L'historien israélien Ilan Pappé affirme que « depuis le tout début, l'objectif sioniste a été d'acquérir autant de terres possibles de la Palestine avec le moins de Palestiniens possibles sur place, » tandis que l'historien Américain Howard Zinn estimait que « le sionisme était une erreur. »

L'universitaire et auteur Norman Finkelstein s'est souvent levé contre le caractère raciste de l'État sioniste en condamnant sa manipulation de l'Holocauste Nazi pour justifier la colonisation de la Palestine. Tony Judt, historien britannique, a décrit Israël comme « un anachronisme » à cause de sa nature exclusive en comparaison avec ses « citoyens non juifs. »

L'ancien Rapporteur Spécial des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme dans les territoires Palestiniens occupés, le Professeur Richard Falk a qualifié de « crimes contre l'humanité » les politiques israéliennes dans les Territoires Occupés et a comparé le traitement que consacre Israël aux Palestiniens à celui des Nazi envers les Juifs en déclarant : « Je pense que les Palestiniens sont les plus grandes victimes dans le monde. » Récemment, d'éminents universitaires Juifs Américains ont posé la question suivante : « Devons-nous continuer à embrasser un État qui, de façon permanente, nie les droits fondamentaux d'un autre peuple ? » Leur réponse fut un appel catégorique pour un boycott total de l'État sioniste.

Par ailleurs, les politiciens Israéliens et les leaders religieux utilisent souvent la rhétorique raciste pour attirer les électeurs et exprimer clairement leurs politiques. En mars dernier, lors des élec-

tions israéliennes, le Tweet du Premier Ministre Netanyahu a été clair « Le gouvernement de droite est en danger. Les électeurs arabes arrivent en foule aux urnes. » L'ancien Ministre des Affaires Etrangères, Avigdor Lieberman a préconisé un nouveau nettoyage ethnique à travers « le transfert » des citoyens Palestiniens en dehors de l'État.

Un éminent Rabbin a, de son côté, considéré que le fait de « tuer des Palestiniens était un devoir religieux, » tandis qu'un autre a déclaré que « Tuer un Palestinien est non seulement souhaitable, mais c'est en plus un devoir religieux que de le trainer par terre en lui écrasant la tête jusqu'à son dernier souffle. »

Mordechai Eliyahu, ancien Grand Rabbin sépharade considéré comme l'un des plus grands chefs religieux en Israël avait décidé qu'il « n'y avait absolument aucune condamnation morale contre l'assassinat aveugle et sans discernement des civils durant une possible offensive militaire contre Gaza. » Le racisme en Israël est tellement répandu et généralisé qu'un colon Juif a poignardé un autre juif, et un autre colon a tué son concitoyen juif, non pas parce qu'ils se sentaient menacés, mais parce que les victimes ressemblaient à des arabes.

Le journaliste Max Blumenthal qui, en enquêtant sur le comportement de la société israélienne envers les Palestiniens a noté l'étendue du racisme israélien, fut lui-même surpris de constater à quel point des « groupes et des personnalités, remarquablement semblables idéologiquement et psychologiquement à la droite radicale américaine et les mouvements néo-fascistes à travers l'Europe, contrôlaient le cœur et l'esprit de la société israélienne et son gouvernement. »

En résumé, l'idéologie du sionisme politique, tel qu'il a été amplement démontré à l'intérieur de l'État d'Israël, avec sa vision sectaire et d'exclusion et ses politiques tenaces d'occupation de la terre et d'assujettissement de son peuple, a prouvé, sans le moindre doute, qu'il représente les vestiges d'une ère révolue qui n'a aucun comportement civilisé et qui prétend adopter un système démocratique.

Par conséquent, toute discussion, couverture médiatique ou débat au sujet du conflit israélo-palestinien qui élude la nature et l'idéologie de l'État d'Israël est non seulement fallacieux et manque de crédibilité, mais contribue aussi à aggraver le conflit, à perpétuer la souffrance de ses victimes et à nourrir l'illusion d'une solution et une issue potentiellement équitable et pacifique.

* **Sami Al-Arian** est un militant pour les droits civiques américain, d'origine palestinienne.

8 décembre 2015 - CounterPunch - Vous pouvez consulter cet article à : <http://www.counterpunch.org/2015/12...>

Traduction : Info-Palestine.eu - MJB